

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP. 61.75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

• Tchécoslovaquie

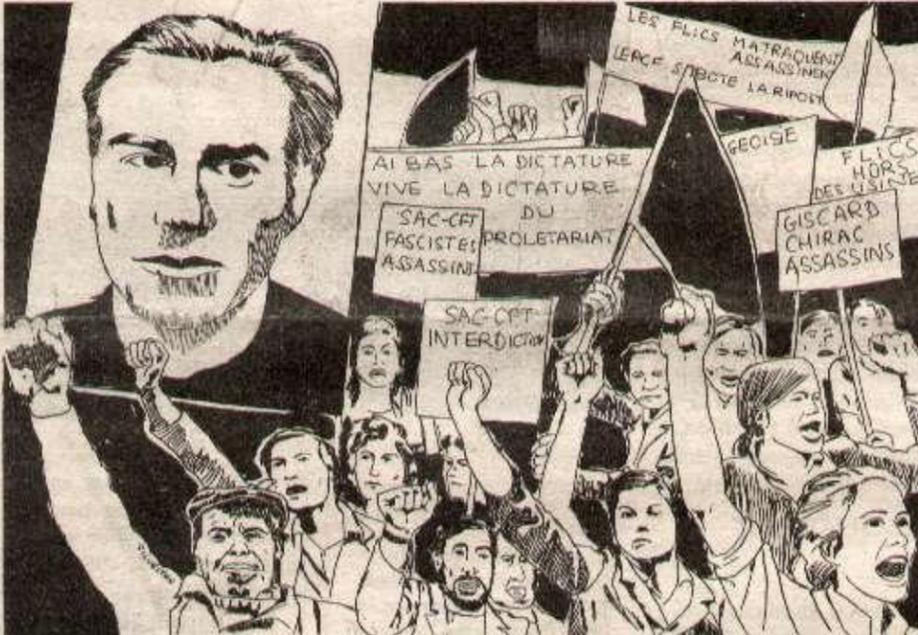
LICENCIEMENT DES SIGNATAIRES DE LA «CHARTRE 77»

La classe ouvrière vengera Pierre Maitre RIPOSTE DE MASSE !

Quand Pierre Maitre a été assassiné, le pouvoir s'est hâté de faire part de sa «réprobation» pour essayer de faire oublier les liens étroits qu'il entretient avec le SAC et la CFT, organisations auxquelles appartient l'assassin

En même temps, il a encouragé de la façon la plus cynique les plumitifs de droite à rendre responsables de cette mort les travailleurs des Verreries mécaniques champenoises accusés d'avoir déclenché, en faisant grève, «l'engrenage de la violence».

Autrement dit, la bourgeoisie aurait le droit d'exercer sa violence de classe, de faire payer le prix de la



prise aux travailleurs avec le plan Barre, mais ces derniers devraient se laisser tondre comme des moutons.

La gauche a cherché, elle aussi, à dénaturer la mort de Pierre Maitre. A l'en croire c'est «sa» municipalité de Reims qui était visée. Elle a demandé aux travailleurs de «ne pas céder à la violence» pour ne pas gêner sa réussite aux prochaines élections. Et Borchini, secrétaire de l'union locale de Reims, est allé jusqu'à déclarer aux grévistes qu'ils risquaient de se couper de la population, ceci pour essayer de les amener à lever le piquet de grève.

Ces positions témoignent d'une préoccupation commune : étouffer la riposte de la classe ouvrière face à la violence réactionnaire de la bourgeoisie. Mais les travailleurs savent bien que c'est en prenant part au combat du prolétariat contre la bourgeoisie qu'est mort Pierre Maitre et rien ne pourra atténuer leur colère devant ce lâche assassinat. Ainsi, la manifestation qui a eu lieu à Reims dès lundi après-midi était la plus importante dans cette ville depuis 1936.

En cherchant à limiter la riposte à cinq minutes de grève nationale symbolique, les directions confédérales se sont trahies. Dans bien des entreprises, les travailleurs n'ont pas caché leur mécontentement. Déjà en 1972, quand Pierre Overney avait été assassiné par la milice patronale de l'entreprise nationalisée Renault, les calomnies de la fausse gauche n'avaient pu tromper leur réaction de classe. C'est cette même solidarité de classe qu'ils doivent montrer aujourd'hui à l'égard de Pierre Maitre. La gauche cherche à les en dissuader, à les inciter à la passivité, à se laisser exploiter docilement. L'assassinat de leur frère de classe montre au contraire que la seule voie face à la violence réactionnaire consiste à lui opposer la violence révolutionnaire pour renverser le pouvoir de la bourgeoisie.

Plus de 80 signataires ou sympathisants de la «Chartre 77» ont perdu leur emploi au cours des 4 premiers mois de l'année, en Tchécoslovaquie, indiquent les animateurs du manifeste.

La liste des personnes licenciées n'est que provisoire «car les persécutions se sont poursuivies au cours de ces dernières semaines».

Plus de 600 citoyens tchécoslovaques ont signé le manifeste depuis sa publication début janvier. Il est probable que tous ou presque soient progressivement privés d'emploi.

Les dirigeants révisionnistes s'appuient désormais sur le jugement d'un tribunal du travail de Prague, qui le mois dernier avait rejeté le pourvoi d'une des personnalités de la Charte licenciée, Zdenek Mlymar, en faisant valoir que «l'adhésion volontaire de la «Chartre 77» doit être considérée comme une menace contre la sécurité de l'Etat (...) et un grave délit contre les intérêts de la classe ouvrière et le système socialiste».

Le nouveau texte écrit par les signataires de la «Chartre 77» affirme l'importance du droit au travail dans les droits de l'homme. Mais il précise : «La discrimination professionnelle ou sociale de centaines de milliers de citoyens tchécoslovaques par le passé et à présent prouve que ce droit n'est pas valable pour tout le monde (...) Il n'est pas exagéré de dire que le droit au travail est en Tchécoslovaquie une "récompense" plutôt qu'un droit. Une récompense que l'on peut tétirer à n'importe quel, à n'importe quel moment pour le punir...»

Les 81 personnes licenciées ne sont pas toutes signataires mais certaines d'entre elles ont perdu leur emploi pour avoir refusé d'apporter leur caution à l'«anticharte» inspirée par le gouvernement.

Il apparaît que dans nombre de cas, les signataires licenciés ne pourront plus retrouver des emplois quel-qu'ils soient.

Voilà un aspect éloquent de la vie quotidienne en Tchécoslovaquie sous la botte soviétique.

MANIFESTEZ NOMBREUX

A l'appel de l'Humanité rouge et de
la jeunesse communiste marxiste-léniniste de France

VENDREDI 10 JUIN A 18H

Gare Saint-Lazare

JOUR DES OBSEQUES DE PIERRE MAITRE

- SAC, CFT: FASCISTES, ASSASSINS • SAC, CFT, INTERDICTION
- A BAS LA REPRESSION ANTI OUVRIERE!
- FLICS, HORS DES USINES!
- A BAS LA DICTATURE DE LA BOURGEOISIE!
VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT!
- LES FLICS ET LES FASCISTES MATRAQUENT ET ASSASSINENT.
LE PCF SABOTE LA RIPOSTE!
- A LA VIOLENCE REACTIONNAIRE,
OPPOSONS LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE DE MASSE

Lire page 2

L'interview du
Pan African
Congress

● Ecole normale de Lille Grève contre la sélection et la répression, pour une prise en charge de la formation

A l'École normale de Lille, réputée pour être particulièrement réactionnaire, «le ras-le-bol» est plus fort d'année en année, mais jusqu'à présent, il conduisait plus à un écroulement qu'à une action revendicative.

Pourtant, depuis septembre 76, les instituteurs stagiaires 2e année mettent en cause le contenu de la formation et luttent contre la notation sélective et répressive.

Ils refusent toute notation individuelle et revendiquent une notation collective basée sur un travail de groupe dont le thème est déterminé par les stagiaires, en fonction de leurs besoins.

De conseils de professeurs en inspections de classe, la tension a monté progressivement, elle a débouché, le mois dernier, sur 3 cas de répression. L'administration et les profs réactionnaires voulaient ainsi tenter de briser le mouvement pour que «tout soit en ordre» avant le passage des épreuves théoriques et pratiques qui se déroulent à l'issue des 2 années de «formation».

C'était sans compter sur la détermination des normaliens. Non seulement, ils ont fait circuler une pétition contre les cas de répression qui a recueilli 200 signatures, mais ils ont aussi établi une plateforme revendicative qui exige de nouvelles modalités de passage des épreuves terminales (en particulier le droit de présentation d'un dossier collectif sanctionné par une note collective).

Depuis début mai, l'administration faisait la sourde oreille pour gagner du temps, c'est pourquoi les normaliens sont passés à l'offensive :

- la semaine dernière : occupation du bureau pour exiger une entrevue avec la direction.

- mercredi 1er juin : délégation massive à l'Inspection académique avec occu-

pation du hall d'entrée.

- vendredi 3 juin : occupation de la salle du Conseil de classe pour exiger la présence du délégué de classe à l'ensemble du conseil, revendication également présente dans la plateforme revendicative.

La grève dure maintenant depuis 5 jours, elle coïncide avec le stage prévu pour le passage de l'épreuve pratique.

Jusqu'à présent, la situation est bloquée. L'Inspection académique, après un recul apparent sur la plupart des revendications s'est vite ressaisie.

L'inspecteur académique en personne s'est déplacé jusqu'à l'École normale pour donner son soutien à la direction.

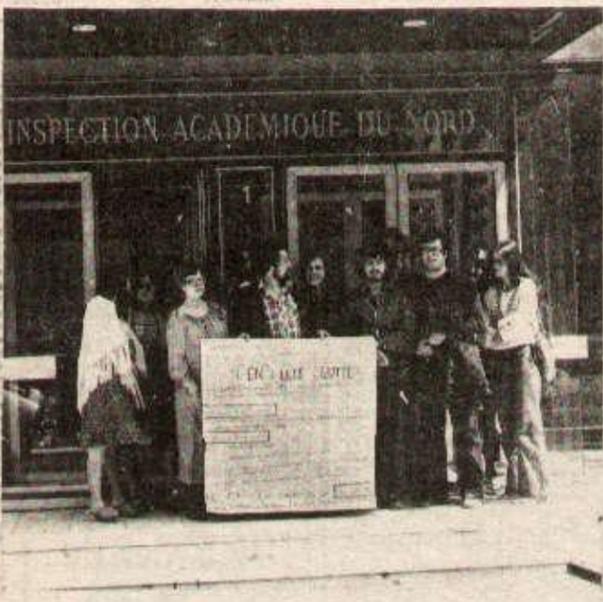
Cette direction du genre «libérale avancée» se fiche du monde en prétextant des impératifs d'emploi du temps. Elle reconnaît le «bien fondé» des revendications en affirmant sans sourire qu'elles seront «prises en considération pour nos collègues de l'an prochain».

En même temps, elle tente l'isolement en faisant courir toutes sortes de ragots. Elle essaie aussi l'intimidation en menaçant d'interdire l'accès de l'École normale aux grévistes.

Mais la lutte s'organise. Chaque matin, une réunion permet de faire le point des événements et de répartir les tâches. L'unité des syndiqués SGEN-CFDT et des non-syndiqués est forte, et ce n'est pas la combativité qui manque.

Ce qu'il faut maintenant, c'est élargir l'action, rallier les stagiaires qui nous soutiennent mais qui ne font pas grève par peur d'échouer à l'examen ; il faut populariser au maximum la lutte, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'École normale.

Correspondant HR avec les grévistes



Une partie de la délégation de masse en train d'occuper le hall d'entrée de l'inspection académique.

Interview avec Théo Ibi du Congrès pan-africain d'Afrique du Sud (2)

Les USA et l'URSS: des ennemis dangereux du peuple azanien

Nous publions aujourd'hui la suite de l'interview réalisée par «The Call» avec Theo Ibi, représentant du PAC mouvement qui dirige la lutte de libération du peuple azanien depuis 18 ans contre le régime de Vorster.

Quel est le rôle de l'impérialisme américain en Afrique du Sud ?

Avec environ 494 compagnies actives dans le pays, les États-Unis sont second, tout juste derrière la Grande-Bretagne en République d'Afrique du Sud (RAS). Ils sont aussi derrière la Grande-Bretagne en terme d'investissements. Sur cette base, l'impérialisme américain s'est «soudainement» intéressé activement aux affaires de notre pays.

La «navette diplomatique» en Afrique australe n'avait qu'un but. C'est de «régler le cas» du Zimbabwe et de la Namibie avec la complicité de Vorster. Kissinger voulait désespérément gagner du temps afin de mener à terme le «développement séparé», isoler le mouvement de libération nationale, se gagner l'Afrique libre et ainsi réduire ou pratiquement annuler les chances d'une juste solution du véritable problème. Si les objectifs américains (économiques, politiques et mili-

itaires) présents et futurs sont réalisés, il faudra que les africains soient bernés et trompés dans leurs aspirations et leurs revendications. Ils seront alors forcés d'accepter la «solution» de Vorster.

A cette fin, les États-Unis donnent donc tout le soutien politique et diplomatique à la RAS. Cette activité traîtresse va presque sûrement s'accroître et poser de graves problèmes à notre lutte dans un proche avenir, quand la guerre du peuple engloutira la RAS dans la bataille finale.



La douleur engendre la colère et la résistance.

● Equateur

40 000 enseignants se sont mis en grève depuis trois semaines pour réclamer une augmentation de salaires pour les instituteurs.

Le gouvernement a pris différentes mesures à l'encontre des grévistes avec la dissolution de l'Union nationale des éducateurs (UNE). Le mouvement de s'est pas arrêté pour autant, au contraire, les affrontements entre la police et les manifestants se multiplient.

A Portoviejo, un ouvrier fut tué vendredi par la police qui essayait de disperser une manifestation. A Quito, l'agitation est grande surtout autour de l'université centrale : des manifestations éclatent tous les soirs.

● Azanie

Depuis le début de la semaine, l'agitation a repris à Soweto. Mercredi, notamment, une manifestation a réuni 2 000 étudiants devant le lycée de Naledi, un quartier de Soweto pour commémorer «le jour d'Enos», en souvenir d'un des premiers affrontements du mois de juin 1976 lorsque la police avait voulu arrêter un

- Q : Quel est le rôle de l'Union soviétique en Afrique du Sud ?

- Alors que les États-Unis sont directement impliqués de longue date en RAS, par le biais de filiales de monopoles commerciaux et industriels et d'investissements de capitaux en opération sur place, l'Union soviétique est limitée à ce qui paraît être un «soutien à la lutte contre l'apartheid». Au fond, ce «soutien» fait en pratique obstacle à notre lutte nationale. A date, tout son «soutien» a eu pour résultat la désunion des forces de libération de notre lutte.

L'Union soviétique soutient quelques regroupements politiques les quali-



le peuple opprimé azanien en lutte.

A la lumière de l'actualité et de l'histoire mondiale récente, on peut penser que l'Union soviétique a choisi son propre «cheval gagnant» dans notre pays. Elle mettrait le paquet sur certains groupes afin de pouvoir les influencer sans y être contestée pour qu'ils soient, même si c'est peu probable, les seuls vainqueurs de la lutte de libération nationale.

On peut penser que les Soviétiques feront tout en leur pouvoir pour s'assurer que cela arrive, ne serait-ce que pour gagner un solide pied-à-terre dans notre pays. Ça va dans le sens de sa poussée expansionniste globale et de sa rivalité avec les États-Unis. C'est ainsi que nous pouvons déjà envisager une lutte farouche de notre peuple contre les deux superpuissances, l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique dans un avenir pas trop lointain.

fiant «d'authentiques représentants» de notre peuple, traitant les autres de «réactionnaires», de «bouffons de l'impérialisme américain».

Elle travaille jour et nuit à les discréditer et à salir leur image largement. Elle ne tient pas compte de leur implantation certaine parmi

● Turquie

Confusion politique après les élections du 5 Juin

Le scrutin du 5 juin en Turquie n'a amené la victoire d'aucun des grands partis qui se présentaient aux suffrages des électeurs.

Le Parti Républicain du peuple de Bülent Ecevit jusqu'ici dans l'opposition, a certes gagné des sièges - ce qui traduit dans une certaine mesure l'opposition populaire au gouvernement sortant de Demirel. Mais il n'a pas atteint la majorité absolue, contrairement à ce que l'on croyait encore lundi.

Nul ne peut donc dire qui formera le nouveau gouvernement. Un gouvernement fait de plusieurs coalitions serait envisagé, toutes étant plus hétéroclites les unes que les autres, mais quel qu'il soit, le nouveau gouvernement sera tout aussi incapable que les précédents de résoudre les grands problèmes de l'heure, et en particulier la défense de l'indépendance du pays contre la convoitise des nouveaux tsars. C'est là la conséquence à la fois de la nature bourgeoise de tous les partis élus et des dissensions internes des classes dominantes.

Un fait inquiétant dans les résultats de ce scrutin : la progression du Parti du mouvement nationaliste du colonel Türkes (MHP), parti de type fasciste déjà responsable de dizaines et de dizaines d'assassinats de patriotes, de démocrates et de révolutionnaires.

● Sud-Liban

L'artillerie israélienne a violemment bombardé mercredi soir plusieurs villages du Sud-Liban tenus par les palestiniens-progressistes. Les bombardements se sont poursuivis jusqu'à l'aube. Ils visaient particulièrement les bourgs de Bint-Jebeli et Taibe. Il y a un nombre important de blessés dans la population et beaucoup de dégâts dans les habitations et les cultures.

Par ailleurs, la ville de Nabatieh a été pilonnée vingt-cinq minutes en début de soirée mercredi.



Disque

«Maïakovski» du groupe Rosta

Souvent offerte aux travailleurs des usines en grève, la musique du Groupe Rosta a retenti dans les salles de cantines.

Seulement, les usines du capital ne sont pas construites pour faire résonner une telle musique mais les bruits des machines qui mangent la force de travail de l'ouvrier. Cette musique et ce chant gagnaient à être gravés sur disques - autre moyen de diffusion populaire - C'est chose faite.

Il s'agit ici de faire revivre la voix de Maïakovski une voix profonde et grave qui retentit avec des accents de notre époque ; une musique au romantisme violent parsemée des meilleurs rythmes et mélodies de la chanson populaire française, des instruments volés à la musique bourgeoise, prison luxueuse qui prétend les condamner à un autre romantisme : celui de la bourgeoisie. Le violon n'a-t-il pas joué ses premiers airs dans les tavernes populaires aux siècles des rois ? Ne nous laissons pas intimider par les arrogances du bourgeois : ces instruments sont nés des mains et de la vie des peuples ; ils leur appartiennent.

Même les mots sont volés : ils servent à autre chose, ils expriment la colère, la passion et l'amour du peuple pour la révolution.

Ces mots bolchéviques de 50 ans d'âge combattent toujours les mots enjôleurs des patrons et des ministres, les mots trompeurs et venimeux des apprentis-sorciers du système capitaliste.

Cette œuvre constitue un premier jalon posé par le Groupe Rosta pour servir les masses et se lier à elles.

C'est en cela qu'elle doit intéresser tous ceux, artistes ou non, qui ont les mêmes préoccupations. Maintenant, le Groupe Rosta a avancé sur le chemin qu'il se trace dans un texte de présentation du disque : «Le peuple travailleur, aujourd'hui exploité et domié, abattra par sa propre lutte le système basé sur l'exploitation et la domination des travailleurs (...) notre tâche sera de combattre et d'affaiblir les productions artistiques propageant l'idéologie des travailleurs et, en nous liant toujours plus aux travailleurs, de faire ressortir tous les éléments qui favorisent leur unification.»

Le Groupe Rosta prépare une nouvelle œuvre, alors : à bientôt.

* «Maïakovski» par le Groupe Rosta. 33 t. Stéréo. Création musicale sur des textes de Maïakovski, adaptation et composition de Nicolas Jivalic. Vogue LDA 20.268 36 F

PROVENCE - COTE D'AZUR
FETE POPULAIRE

POUR LE SOCIALISME

POUR LES LUTTES OUVRIERES et PAYSANNES

GEMENOS
THEATRE DE LA NATURE
DIMANCHE 19 JUIN 1977
à partir de 10 heures
ORGANISEE PAR L'HUMANITE ROUGE

Le front culturel est aussi l'affaire de tous les travailleurs

PARTICIPEZ A LA RUBRIQUE TV !

REGARDEZ LES EMISSIONS COLLECTIVEMENT, CRITIQUEZ-LES, ENVOYEZ-NOUS VOS INFORMATIONS ET VOS POINTS DE VUE

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN
DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!**

nouvelles intérieures

A propos de l'assassinat de Pierre Maitre Communiqué de la cellule Gaston Monmousseau du parti communiste marxiste-léniniste de France (Citraën - Rennes)

Sous le titre «CFT, capitalisme, assassins !», la cellule Monmousseau du PCMLF a publié un communiqué dont nous reproduisons ici deux larges extraits.

Citraën, à Rennes comme ailleurs, est un haut-lieu des exploits fascistes de la CFT. Ce fait donne toute sa valeur à ce communiqué envoyé par des camarades qui sont comme bien d'autres appelés à s'opposer chaque jour aux bandes armées du capitalisme.

La CFT prétend n'être en rien mêlée à cette «action d'irresponsables» !

UN COMMANDO INCONTROLÉ ?

Quel mensonge ignoble : les cinq membres du commando, sont des agents de maîtrise Citroën, membres connus de la CFT. Leur chef, Claude Lecomte est un responsable CFT connu de

longue date. C'est lui qui dirigeait déjà les commandos CFT-maîtrise Citroën venus de Paris agresser en 1973 nos camarades en grève de l'usine Citroën-Reims ; matraques, gaz lacrymogènes...

Depuis, Lecomte avait été nommé contremaitre à Reims et s'y chargeait de la répression. Il était simultanément membre des commandos fascistes du SAC.

Autrement dit, ces «irresponsables incontrôlés» appartiennent au contraire à

● Grenoble

On se souvient que le 23 avril, un attentat fasciste causait de graves dégâts aux locaux de la Bourse du Travail à Grenoble. La CFDT était la plus touchée, les autres syndicats n'ayant que peu de dégâts : vitres brisées.

Les marxistes-léninistes furent dans les premiers à dénoncer cet acte fasciste, qui n'est pas un cas isolé, loin de là.

Il nous faut aujourd'hui revenir sur cet événement et voir les suites de cette affaire : le syndicat CFDT de Grenoble peut-il bénéficier concrètement du soutien des organisations de «gauche» comme l'avaient annoncées les grandes promesses de lendemain du 23 avril ?

Le PCF se désolidarise

Après avoir chiffré le remplacement du matériel détruit (offset, ronéo, machines à écrire, papier, etc) à 380 000 F, la CFDT s'est adressée aux collectivités locales, aux conseils municipaux pour obtenir des subventions. Elle a aussi lancé des collectes dans les entreprises.

Or, tout ceci ne plait pas du tout aux faux communistes qui dirigent le PCF et la CGT. Ils ont peur que la CFDT profite de la «publicité» qui lui est faite pour se renforcer. Cela apparaît clairement dans une circulaire (du début juin) de l'Union locale CGT aux syndicats : la CGT y accuse la CFDT de démagogie, d'évaluation fautive des dégâts et appelle ses syndicats à contre-attaquer pour empêcher la CFDT de sortir renforcée de l'affaire.

Déjà avant la sortie de cette circulaire, dans le but de saboter une collecte de solidarité, les responsables CGT de Raymond-Boutons avaient fait un panneau accusant la CFDT de profiter de l'attentat pour s'enrichir. Qu'en est-il exactement ?

La CFDT a demandé une subvention à plusieurs conseils municipaux. Seules, Grenoble et une ou deux

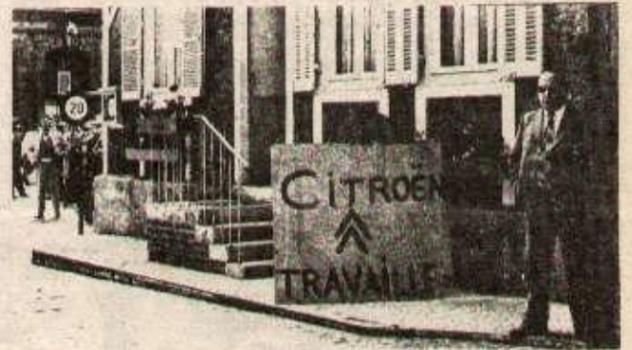
autres localités lui en ont accordé une, mais aucune mairie PCF ! A Grenoble, la CFDT demandait 150 000 F ; au terme d'une séance orageuse marquée par la mauvaise volonté du PCF, la municipalité n'a accordé que 100 000 F. Quant au conseil général, il n'a accordé qu'un prêt remboursable de 100 000 F.

A propos d'une rencontre entre le PCF et la CFDT le 27 mai, une note de l'Union départementale CFDT indique que le PCF a clairement affirmé qu'il était opposé à un recours aux collectivités locales en cas de pertes pour les travailleurs ou leurs organisations. «En clair, cela signifie qu'en cas de conflit, dans les entreprises ou ailleurs, les collectivités gérées par le PCF n'assureront aucune solidarité financière (...). Ce point est à noter pour 1978».

Ainsi, non seulement le PCF sabote les collectes de solidarité dans les entreprises, mais il refuse à la CFDT la possibilité de s'adresser aux collectivités locales.

Pour nous, cela montre une fois de plus que le PCF au pouvoir ne sera pas au service des travailleurs.

Correspondant HR



A droite sur la photo : Claude Lecomte dirigeant le commando CFT-maîtrise venu agresser les grévistes de Citroën-Reims en 1973. Voilà bien la preuve que cet individu n'a pas agi sur un coup de tête : C'est un des professionnels qu'emploie la CFT. (Photo APL)

l'élite des responsables de la CFT et de la maîtrise Citroën ; des gens soigneusement sélectionnés, recrutés, payés, entraînés, pour leur boulot de tueurs !

A RENNES AUSSI...

Ces gens-là, ex-OAS, militaires fascistes recrutés comme agents de maîtrise ou comme «chefs du service incendie» (Féron, chef des commandos SAC en 68), nous les connaissons bien à Rennes, leurs agressions ne se comptent plus.

1970 : mise à sac des locaux CFDT, attaque contre les cheminots en grève, contre les étudiants et même contre Ouest-France !

1971 : 80 nervis attaquent des distributeurs de tracts : l'un est inculpé pour coups et blessures, etc. etc.

Plus récemment : nouvelles agressions, menaces de mort, contre un délégué CGT, agression en avril 76 contre les diffuseurs de Drapeau rouge.

Nous savons qu'eux aussi disposent d'armes à feu et s'entraînent au tir...

LES PARTIS DE LA FAUSSE GAUCHE

A Reims, et ailleurs, les partis de la fausse gauche et leurs représentants dans les directions syndicales disent que l'agression fasciste est «une provocation contre la nouvelle municipalité

de gauche». Bientôt, ils nous feront croire que c'est sur le maire et les conseillers municipaux que le commando a tiré ! La mort d'un ouvrier leur sert à se taire de la publicité et à se mettre en valeur.

La vérité, c'est que ce sont les ouvriers en lutte qui sont victimes de ces agressions. Et les milices fascistes n'ont pas attendu le changement de municipalité ! Comme on l'a vu, à Reims même ils n'en étaient pas à leur premier coup !

Autre chose : Hervé, le maire Union de la gauche de Rennes, déclarait solennellement, comme Le Douarrec et Cressard, au récent congrès des officiers retraités, qu'il était très normal que les officiers retraités cumulent leur retraite et un emploi bien rétribué par ailleurs ! C'est justement ce genre de «personnel très bien formé» que Citroën recrute pour son encadrement !

Enfin, n'oublions pas qu'au moment où des centaines de milliers de travailleurs rendaient hommage à Pierre Overney, le PCF et certains dirigeants de la CGT le traitaient de provocateur à la solde du patronat !

Non, décidément, la «gauche» n'est pas bien placée pour «recupérer» à son profit l'indignation des travailleurs ! Ne les laissons pas détourner la colère populaire !

● Normandie

Nazis en liberté

A la fin du mois de mai, les monuments en l'honneur de la résistance aux nazis pendant la guerre de la libération et du débarquement des troupes alliées ont été souillés de croix gammées et autres signes nazis, par des nostalgiques d'Hitler.

L'Union nationale des associations de déportés, internés et familles de disparus (UNADIF) et la Fédération nationale des déportés et internes de la résistance (FNDIR) ont publié un communiqué de protestation qui déclare notamment :

L'Unadif et la FNDIR réaffirment leur opposition formelle à toutes manifestations nazies ou néo-nazies, en particulier sur le territoire français, et s'insurgent contre le fait que des SS dont la plupart furent des tortionnaires et des assassins puissent se réunir, bafouant ainsi la mémoire de ceux qui moururent pour la liberté.»



la France des luttes

Fête de l'unité
de nos 24 nationalités en lutte
depuis 29 mois dans les
foyers Sonacotra
79, rue du Monument Champigny
Samedi 11 juin 1977
de 9h à 24h

Programme

Stands des 5 commissions du Comité de coordination
Chorales des foyers de Champigny et de Garges-les-Gossies
Chorale la communautaire
Troupe El Asifa
Troupe Octobre
La Baricade (chorale de Lille)
L'Étre des travailleurs (chorale de Lille)
Lumumba (Troupe Mali-Sénégal)
Cabral (ballet folklorique du Sénégal)
Carlos Andreu (chanteur Espagnol)
Troupe de théâtre des Italiennes de Nantes
Mara (chanteuse Espagnole)
Bendire Jechim (collectif El Asifa)
Groupe musical tunisien
Chorale des étudiants iraniens
Chorale de l'UCET
Chorale des étudiants turcs
Chorale «servir le peuple» (Portugal)
Groupe Rosta
Chorale du comité de soutien de Rennes
Équipe de cinéma de la commission culturelle
Auteur «15 mars» (peinture)
Image du peuple (photos)
Pièce de théâtre du foyer de Champigny
Brochettes, concoucs, riz, nigérian, spécialités portugaises, gâteaux tunisiens, bouwette, thé à la menthe CRÉCHE

SONACOTRA
FUAYELERINDE
29 AYDAN BERI
MUCADELEREN 24
ULUSTAN ISCILERIN
BIRLIK BAYRAMI

Grevéki Sonacotra fuayelen Koordinasyon Komitesi tarafından düzenlenen bayram, 11 Haziran 1977 Cumartesi günü saat 9.00 - 24.00 arasında 178 rue du Monument, Champigny 2 dresinde kutlanacaktır. Bu adresle RER Champigny den 2/3 no'lu otobüse gidebilir.

- Yaxasin 24 ulusun birliqi
- Fransizlar, Gocmenler, nek bir-ney unen
- Sonacotra yanesek I
- Yaxasin Koordinasyon Komitesi

• Mesnil-le Roi (Yvelines)

Somicel : première grève, première victoire

«Je suis bien contente de notre grève», dit en souriant une ouvrière. Elle faisait ainsi part du sentiment général des 100 travailleurs qui, après 4 jours de grève, (leur 1^{re} grève chez Somicel) ont obtenu satisfaction :

- Ils avaient demandé 150 F pour tous, ils ont 100 F pour les salaires en-dessous de 2 500 F et 50 F ceux en-dessous de 3 500 F.
- Ils obtiennent 3 % d'augmentation, la mensualisation après un an de maison, la 5^e semaine de congé payé en mai 78.
- En cas de maladie,

remboursement des journées à 100 %, jusqu'à trois mois d'arrêt.

Dans cette entreprise, productrice de blanc de champignons, récemment acquise par le trust anglais «Heinz». Pendant deux mois le patron n'avait rien voulu entendre. Mais pendant la grève, les travailleurs ne se sont pas laissés intimider. Quand, au cours de la négociation, le directeur, proposa 50 F d'augmentation, estimant que c'était bien suffisant, un ouvrier prit la parole :

«Si vous voulez, à la fin du mois, je peux échanger

mon chèque de 1 800 F contre le vôtre d'un million. Vous verrez alors si 50 F c'est suffisant».

A un autre, le directeur dit :

«Pour l'augmentation, on verra, en septembre» - Très bien, répond le travailleur, nous on peut faire grève jusqu'en septembre, même jusqu'à Noël...

Unis et déterminés, les travailleurs ont occupé l'usine, de jour comme de nuit. Pendant 4 jours, non seulement ils ont arrêté la production, mais ils ont empêché les livraisons aux clients ainsi que l'approvisionne-

ment de la 2^e usine Somicel de Langeais en matière fabriquées à Mesnil. Le blanc de champignons est une semence périssable. Elle est stockée dans des frigos que les grévistes surveillaient étroitement pour que personne ne puisse venir s'approvisionner.

Aujourd'hui, dans l'usine, ils sont plus unis que jamais. Ils ont confiance en eux-mêmes. Leur volonté de lutte s'est multipliée.

«Je suis prête à faire d'autres luttes comme celle-là», affirme joyeusement une ouvrière.

Correspondant HR

• Bretoncelles (Orne)

Suites de la lutte de Bretoncelles

Un ancien ouvrier d'ex-Piron Bretoncelles, militant CFDT, ayant participé à la grève de l'usine Profilorme, à Saint-Gauburge (dans l'Orne), s'était vu licencier. Ayant porté plainte pour licenciement abusif, quelle ne fut pas sa stupeur de voir les gendarmes lui rapporter sa plainte en lui signifiant qu'elle n'était pas acceptable.

Mais par contre, ils lui remirent une convocation du juge d'instruction au sujet du trésor de guerre de Bretoncelles et de bris de scellés.

La justice de classe ne peut recevoir la plainte d'un travailleur contre son patron, mais n'a pas peur de ressortir des plaintes vieilles de 2 ans et demi, afin de faire taire, tout du moins le croit-elle, les anciens de

la lutte de Bretoncelles ; que le patronat (aidé en cela par les pouvoirs publics) avait pris soin de disperser, afin de ne plus entendre parler de grève, ni de lutte dans cette région de l'Orne.

Mais c'était mal connaître l'esprit de camaraderie, qui ne s'est pas détruit par la séparation toute relative.

Un groupe d'anciens ouvriers ex-Piron s'est réuni afin de faire front commun et appelé à la vigilance tous les ouvriers de la région pour le soutien ; car au travers de cet ouvrier, ce sont tous les militants ouvriers qui se trouvent frappés.

Correspondant HR du

Perche

Communiqué commun avec les camarades du PCR (ml)

• Chantonnay (Vendée)

Parents, enseignants, surveillants en lutte

Au CES, on apprend au Conseil d'administration du 12 mai que le Principal envisage la fermeture de l'internat, car il manque 3 surveillants et 2 agents de l'entretien et des cuisines. Or, dans notre région rurale, un internat est vital pour beaucoup de familles : le temps de transport et d'attente peut faire perdre à certains enfants jusqu'à 4 heures par jour ! De plus, la suppression de cet internat ferait disparaître certaines classes de la SES, et tout le second cycle.

Depuis 2 ans, des motions au Conseil d'administration, des pétitions de parents, sont restées sans réponse. Les enseignants et surveillants déposent un préavis de grève illimitée à partir du 26 mai et s'organisent avec un comité de grève de syndiqués et non-syndiqués.

La grève commence le 27 mai, sous forme d'une grève-surprise de 24 h, avec popularisation auprès des élèves, parents, syndicats, autres écoles, journaux, mairies... Des élèves font à leur tour une grève de soutien et distribuent un tract en ville. La grève des personnels est reconductible, un jour par semaine, par roulement, sur décision de l'assemblée gé-

nérale souveraine.

Le samedi 4 juin, 2^e jour de grève, les parents d'élèves soutiennent en venant occuper symboliquement le CES.

Le lundi 6 juin, un car d'une quarantaine de parents va au rectorat de Nantes, tandis que d'autres occupent les standards du CES et du lycée à Chantonnay. Le recteur refuse de les recevoir tant que l'occupation des standards ne cesse pas : les parents forcent la porte ; des flics en civil puis d'autres en uniforme les vident du rectorat. Les personnels enseignants et surveillants se mettent alors en grève à Chantonnay.

Pour montrer leur bonne volonté, les parents libèrent les standards. 4 des parents qui sont à Nantes sont alors reçus par un bureaucrate du rectorat, qui leur annonce qu'aucun emploi de surveillant ni d'agent ne sera créé. Les standards sont alors réoccupés à Chantonnay jusqu'au soir et toute la journée du mardi 7 juin.

Ce n'est que par des actions de ce genre que les travailleurs pourront avoir une réelle action sur l'école.

Affaire à suivre !

• Roubaix

A Deffrenne comme à Lip, ce n'est pas fini !

Mercredi soir, à la suite d'une assemblée générale, les ouvriers sont allés occuper la propriété de leur patron. Ils ont voulu marquer qu'elle était le fruit de leur travail, acquis sur le dos des travailleurs. Cette occupation constituait un symbole de leur volonté de continuer la lutte à la fin du préavis et au début de la procédure de licenciement.

Nettoyeurs du métro

Plusieurs centaines au rassemblement devant le siège de la RATP

Plusieurs centaines de travailleurs se pressaient jeudi de chaque côté de la rue maintenue en partie déga-

gée par d'importantes forces de police.

La plupart immigrés, ils écoutaient et applaudissaient

leurs représentants qui font état, dans leur langue, de mesures de soutien de résultats de collectes et pendant

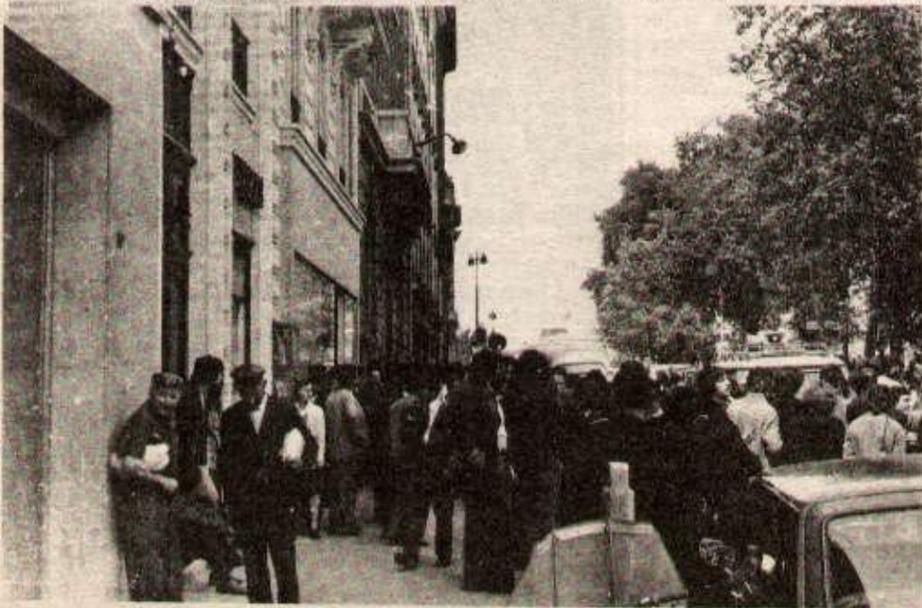
qu'une délégation négociait avec la direction de la RATP.

Ils sont déterminés, ces travailleurs, avec les banderoles de leurs boîtes. Les six sont maintenant en grève. Dans celle qui ne l'était pas au début,

celle où la CGT était majoritaire, des cartes CGT ont été déchirées...

La CGT est d'ailleurs toujours absente ; elle est pourtant puissante à la RATP et ses dirigeants portent une responsabilité d'autant plus lourde en sabotant aussi la solidarité des travailleurs français.

Les marxistes-léninistes doivent d'autant plus multiplier leurs efforts, pour que s'expriment et s'élargissent la solidarité et l'unité de tous, français et immigrés, avec les nettoyeurs du métro en lutte.



LE BI-MENSUEL No 7 EST PARU

Au sommaire : - Le parlement européen - La politique internationale de la bourgeoisie française - La police et les travailleurs - Israël : Begin au pouvoir - La campagne antichinoise : la haine du léninisme - Le long combat de Mireille Bressolles - Les petits producteurs de fruits - L'école d'Haby - Foyers Sonacotra - Histoire : Prague 68.

PASSEZ VOS COMMANDES